

**ETUDE DE FAISABILITE DE LA RECOMPOSITION  
SPATIALE DES LITTORAUX DE SOULAC-SUR-MER  
ET DE VENDAYS-MONTALIVET**

**CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE**

**ENTRE**

**COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDOC  
ATLANTIQUE**

**ET**

**GIP LITTORAL**



ENTRE LES SOUSSIGNES

Ci-après dénommés « les partenaires » :

**La COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDOC ATLANTIQUE**

**Domiciliée** 9 rue du Maréchal d'Ornano – 33780 SOULAC-SUR-MER

Représentée par son Président Xavier PINTAT

Ci-après dénommé « la CDC MA »,

D'une part,

ET :

**Le GIP Littoral**

**Domicilié** 11 avenue Pierre Mendès-France, 33700 MERIGNAC

Représenté par son Président Renaud LAGRAVE,

ci-après dénommé « le GIP Littoral »,

D'autre part,



VU la Stratégie Régionale de Gestion de la Bande Côtière décrivant les règles de gestion durable des littoraux de la région Nouvelle Aquitaine, en accord avec les grands principes de la Stratégie Nationale de Gestion Intégrée du Trait de Côte,

VU le plan d'actions 2018-2021 de la Stratégie Communautaire de Gestion du Phénomène d'Erosion entre la pointe de la Négade et la jetée de Grave (communes de Soulac-sur-Mer et du Verdon-sur-Mer) validée le 16 octobre 2018 par le Comité Régional de Suivi des Stratégies de Gestion de la Bande Côtière,

VU le plan d'actions 2021-2025 de la Stratégie Communautaire de Gestion du Phénomène d'Erosion entre Grayan-et-l'Hôpital et Naujac-sur-Mer validée le 17 novembre 2020 par le Comité Régional de Suivi des Stratégies de Gestion de la Bande Côtière,

VU la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Littoral 2021-2029,

VU Littoral 2030, le programme d'intervention, d'actions et d'accompagnement du GIP Littoral auprès de ses membres pour la période 2021-2029,

VU la délibération n° D10122020/133 de la Communauté de Communes Médoc Atlantique du 20 décembre 2020,

VU la délibération n° 21.05 du GIP Littoral du 24 février 2021,

Considérant que le GIP Littoral dispose d'une expertise de référence sur la thématique de la relocalisation, à l'échelle régionale et nationale, développée avec ses membres en lien avec la stratégie régionale de gestion de la bande côtière du littoral néo-aquitain,

Considérant que la CDC MA assure désormais la gestion opérationnelle de l'érosion côtière sur l'ensemble de la pointe Médoc, et considérant qu'elle a besoin d'étudier la faisabilité de la recomposition spatiale au sud de Soulac-sur-Mer, ainsi qu'au niveau du littoral urbain de Vendays-Montalivet, afin de pouvoir anticiper et évaluer différents scénarios de gestion à moyen / long terme,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT,

## **PREAMBULE**

### **A - Stratégie locale de pointe Médoc – volet Nord**

Les derniers éléments de connaissance acquis par la CDC MA dans le cadre de la stratégie locale de la pointe Médoc – volet nord, avec notamment des dynamiques de recul plus fortes qu'envisagées dans certains secteurs semi-urbains, l'ont amenée à porter une réflexion approfondie en vue d'un prochain programme d'actions. **Il s'agit notamment, d'ici la fin du premier programme d'actions (fin 2021), d'approfondir la faisabilité de la lutte active dure et du repli stratégique dans certains secteurs, afin de pouvoir les réévaluer au regard des rechargements massifs qui sont particulièrement complexes à mettre en œuvre et coûteux.**



Sur le volet du repli stratégique / relocalisation, la fiche action # 5.1 – opérations de recomposition spatiale, prévoit à la fois des mesures de court, moyen et de plus long terme. Plusieurs actions de court et moyen terme ont été engagées visant principalement l'acquisition, le désamiantage, et l'évacuation de bâtiments de première ligne (propriété Fétis), ainsi que la renaturation de sites (retrait de l'enrochement du camping « sables d'argent », appel à projets Solutions Fondées sur la Nature - colonie SNCF). **Sur le plus long terme, l'action 5.1.11 « Etude prospective sur le volet littoral de développement de Soulac-sur-Mer 2050 » reste à engager.**

## **B - Stratégie locale de pointe Médoc – volet Sud**

**Dans ces 5 prochaines années (période du premier programme d'actions), un temps est donné pour approfondir techniquement la faisabilité des scénarios de lutte active dure et de repli stratégique à moyen / long terme, tout en gérant les risques identifiés à court terme.**

Sur le volet du repli stratégique / relocalisation, la fiche action # 5.1 – opérations de recomposition spatiale, prévoit à la fois des mesures de court, moyen et de plus long terme. Plusieurs actions de court et moyen terme seront engagées rapidement. Elles portent sur des actions localisées et visent principalement des expertises et de la Maîtrise d'œuvre pour organiser le repli des installations publiques légères menacées rapidement. La route littorale de Vensac RD102E1 est également concernée par des études approfondies avec le Conseil départemental de la Gironde. **L'action 5.1.3 « Etude de faisabilité, économique et réglementaire de la relocalisation de la première ligne urbaine littorale du littoral de Vendays-Montalivet » doit permettre d'approfondir les scénarios de gestion sur le plus long terme pour ce secteur.**

**La CDC MA et le GIP Littoral souhaitent pouvoir lancer en co-maîtrise d'ouvrage une étude prospective sur la recomposition spatiale, regroupant l'action 5.1.11 de la stratégie locale volet Nord, et l'action 5.1.3 de la stratégie locale volet Sud.**

## **ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION, MISSIONS DE LA CDC MA ET DU GIP LITTORAL**

Au terme de la présente convention, le GIP Littoral et la CDC MA, qui partagent des compétences régionales et locales en matière de recomposition spatiale, s'engagent conjointement, en co-maîtrise d'ouvrage, dans le lancement de l'étude de faisabilité de la recomposition spatiale des littoraux de Soulac-sur-Mer et de Vendays-Montalivet.

Cette convention s'inscrit dans le cadre de l'ordonnance du 17 juin 2004 modifiant la loi MOP qui ouvre aux structures publiques intéressées par une même opération la possibilité de désigner, parmi elles, un maître d'ouvrage unique chargé d'exercer les attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage. Les deux parties désignent ici la CDC MA comme porteur administratif unique de la démarche.

La CDC MA sera donc le maître d'ouvrage formel de l'étude, chargé de la procédure de consultation des prestataires d'études, la formalisation de l'analyse des offres, la passation du marché, la signature des actes administratifs, les paiements, le montage financier sur base des éléments identifiés dans les stratégies locales, la gestion des subventions associées, etc....





- 4) Un quatrième point pourra permettre d'aborder le sujet sous une toute autre approche, plus en lien avec l'architecture et le paysage, afin de proposer des illustrations de ce que pourrait donner une transformation du territoire à long terme pour s'adapter aux risques littoraux. Ces approches n'ont pas de visée opérationnelle mais elles permettent de créer des supports de communication illustrés pour évoquer cette question de la relocalisation dans le débat public.
- 5) Un autre point pourra consister à étudier la perception du risque érosion et la question du repli stratégique auprès des populations de Soulac-sur-Mer et de Vendays-Montalivet. Une enquête pourrait être menée auprès des habitants avec des objectifs précis. Des chercheurs en économie et sociologie réalisent actuellement un travail de ce type sur Lacanau et Capbreton.
- 6) Un dernier point de l'étude, assimilable à une synthèse des différents aspects étudiés sur chacun des 2 territoires, visera à préciser la suite des réflexions et les opérations à anticiper par la CDC MA pour les communes de Soulac-sur-Mer et de Vendays-Montalivet. Elle pourrait viser à dresser une feuille de route pour les prochaines années ou décennies, l'idée étant d'anticiper l'acceptabilité et l'organisation de la faisabilité d'un repli si l'ensemble des conditions sont réunies à l'avenir pour l'envisager.

Au regard de ces éléments la réalisation de cette étude prospective devra mobiliser des compétences d'analyse foncière, du droit de l'aménagement et de l'urbanisme, de paysagisme, de sociologie.

Concernant le format du marché, la CDC MA envisage de recourir à un marché en deux lots, un pour chaque commune étudiée, s'agissant de deux programmes d'actions distincts.

Les objectifs et les grands contours techniques de l'étude, décrits ici, ont été partagés avec les partenaires techniques et financiers des 2 stratégies locales de la pointe Médoc lors de l'assemblée générale du GIP Littoral du 24 février 2021. Les compositions des comités technique et de pilotage de l'étude seront principalement basées sur celles des comités des deux stratégies.

### **ARTICLE 3. DESIGNATION DES CONTACTS TECHNIQUES**

Le responsable technique pour le GIP Littoral est :  
Clément BERNARD, chargé de projets stratégies d'adaptation

Le responsable technique pour la CDC MA est :  
Vincent MAZEIRAUD, chargé de mission GEMAPI

### **ARTICLE 4. PROPRIETE, UTILISATION ET VALORISATION DES RESULTATS**

Les résultats de toute nature, issus de l'étude, appartiendront à titre exclusif, sans exception ni réserve, à la CDC MA et au GIP Littoral qui seront autorisés à les exploiter comme ils l'entendent et notamment à les utiliser, les reproduire, les adapter, les modifier et/ou les intégrer, pour leur propre compte ou pour le compte d'autrui, dans le cadre de leurs activités actuelles ou futures.



Le GIP Littoral aura quant à lui un rôle majeur dans l'élaboration des cahiers des charges techniques de l'étude, son suivi et l'animation des prestataires de l'étude auprès de la CDC MA.

## ARTICLE 2. OBJECTIFS ET GRANDS CONTOURS DE L'ETUDE

Globalement, pour les deux territoires d'études, il s'agira d'affiner la connaissance des enjeux, d'analyser le foncier et les cadres réglementaires en lien avec l'urbanisme (SCOT, PLUs) et les projets d'aménagements (dont démarches ADS en cours), afin d'orienter au mieux les choix de gestion des futurs plans d'actions des stratégies locales, au regard des autres alternatives de gestion (lutte active dure et lutte active souple). Des actions pré-opérationnelles, à conduire en priorité, pourront également être identifiées concernant certains enjeux, qu'il s'agisse d'infrastructures publiques (ex : boulevard entre le front de mer et l'Amélie à Soulac-sur-Mer) ou d'enjeux socio-économiques localisés (ex : Hôtels à Vendays-Montalivet). Enfin, la prospective qui sera menée devra intégrer différents horizons temporels selon les secteurs d'études. **Il est décidé de retenir un aléa érosion 2050 pour les 2 territoires d'études, en cohérence avec les stratégies locales en cours. Concernant le littoral urbain de Vendays-Montalivet, un aléa érosion 2100 sera également considéré car le choix de gestion à opérer sur le moyen/long terme devra prendre en compte les conséquences de ce choix dans la durée, et dans ce cas l'accroissement exponentiel de la quantité des enjeux à considérer au-delà de 2050.**

Le GIP Littoral et la CDC MA s'accordent à ce jour pour orienter le cahier des charges de cette étude autour de tout ou partie des 6 grands points techniques décrits ci-après. Ces points feront l'objet d'un travail approfondi lors de l'élaboration du cahier des charges détaillé de l'étude.

- 1) Une première mission consistera à effectuer un bilan précis des actions déjà engagées par la CDC MA en matière de repli stratégique dans le cadre de la stratégie locale de la pointe Médoc – volet Nord. Il s'agit de faire le bilan et le retour d'expériences de ces opérations (descriptions, modalités opérationnelles, contraintes réglementaires, coûts...). Le GIP Littoral viendra quant à lui contribuer directement à cette partie en produisant une synthèse du contexte national, des cadres techniques, juridiques et financiers concernant le repli stratégique. Les prestataires devront également compléter cette première partie par un travail d'analyse sur 3 ou 4 actions similaires menées sur d'autres territoires en dehors de la région Nouvelle-Aquitaine.
- 2) Un volet de l'étude à conduire consistera à réaliser une analyse approfondie de la valeur économique des biens d'habitation et d'activités menacés. Dans ce cadre, différentes approches de la valeur des biens pourraient être développées (marché immobilier versus capitalisation). Cette étape permettrait d'affiner localement, bâtiment par bâtiment, la connaissance des enjeux. Le travail à mener sera plus conséquent pour Soulac-sur-Mer que pour Vendays-Montalivet ; très peu de données étant disponibles dans la stratégie locale de la pointe Médoc - volet nord.
- 3) Un autre volet de l'étude, en lien avec la question de la réimplantation des enjeux dans le cadre d'une relocalisation, consistera à effectuer, en lien avec le SCOT et les PLUs, une analyse du foncier constructible sur les territoires d'études, ainsi qu'éventuellement du foncier public disponible, dans l'objectif d'identifier des sites potentiellement mobilisables dans une optique de recomposition spatiale. Un lien sera également fait avec les démarches ADS. Une analyse juridique sera également nécessaire dans ce cadre, en lien notamment avec la loi Littoral et avec les documents d'urbanisme.



## ARTICLE 5. ENTREE EN VIGUEUR - DUREE

La présente convention de co-maîtrise d'ouvrage prend effet au jour de sa signature. La présente convention est établie jusqu'au 30 juin 2022. Le GIP Littoral et la CDC MA se réservent la faculté de modifier par voie d'avenant la convention. Chacun des partenaires sera libre de mettre fin à la présente convention par l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception deux mois avant la date anniversaire de la convention.

## ARTICLE 6. RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties d'une quelconque des dispositions de la présente convention, l'autre partie pourra voir la convention résiliée de plein droit après expiration d'un délai d'un mois suivant une mise en demeure restée infructueuse et sans préavis.

## ARTICLE 7. LOI REGLEMENT DES DIFFERENDS

La convention est régie par le droit français.

Les signataires de la présente convention s'efforceront de trouver des solutions amiables à toutes les difficultés ou risques nouveaux susceptibles de survenir, ou à tous les litiges susceptibles de les opposer, pendant la durée de la présente convention. En cas de contestation relative à la présente convention, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Bordeaux.

Fait à Soulac-sur-Mer le

en 2 exemplaires,

**Pour la COMMUNAUTE DE COMMUNES  
MEDOC ATLANTIQUE**

**Pour le GIP Littoral**

**Le Président Xavier PINTAT**

**Le Président Renaud LAGRAVE**

Lu et approuvé  
(mention manuscrite)

Lu et approuvé  
(mention manuscrite)

*Lu et approuvé*

Signature

Signature



*X. Pintat*

*R. Lagrave*

ETUDE DE FAISABILITE DE LA RECOMPOSITION SPATIALE DES LITTORAUX DE SOULAC-SUR-MER ET DE  
VENDAYS-MONTALIVET

Envoyé en préfecture le 31/05/2021

Reçu en préfecture le 31/05/2021

Affiché le



ID : 033-200070720-20201210-D10122020133TER-CC